

Chine : en défense des droits des Ouïgours

jeudi 9 juillet 2009, par [Attac France](#), [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 9 juillet 2009).

Pierre Rousset nous a fait parvenir cette analyse qu'Attac prend la responsabilité de diffuser à ses adhérents et sympathisants et de reprendre à son compte car elle s'inscrit dans la défense des droits démocratiques de tous les peuples du monde. [Attac France, le 9 juillet 2009]

Par leur ampleur, les événements qui ont ensanglanté le 5 juillet 2009 Urumqui, capitale de la région autonome du Xinjiang dans le nord-ouest de la Chine, sont jugés « sans précédents ». Ils rappellent les émeutes tibétaines de mars 2008 ayant pour origine des conflits intercommunautaires entre Ouïgours (8,3 millions, habitants traditionnels de cette région de culture musulmane et turcophone) et Hans chinois d'installation récente. En juin déjà, de tels heurts entre ouvriers hans et ouïgours, provoqués par des rumeurs de viol, avaient coûté la vie à deux Turcophones.

Si les violences intercommunautaires s'aggravent ainsi au Xinjiang, c'est qu'à l'oppression politique, culturelle et religieuse des Ouïgours s'ajoutent aujourd'hui les effets de la colonisation de peuplement en cours : les Hans deviennent majoritaires dans certains centres urbains, constituant 83% des habitants d'Urumqui. Le développement capitaliste de la Chine a donné un coup de fouet à ce mouvement de colonisation « interne » d'une région riche en pétrole et en matières premières. Les Ouïgours sont les perdants de la course au « progrès » marchand et les inégalités sociales se creusent en conséquence.

Le bilan des événements est dramatiquement lourd. À s'en tenir aux chiffres officiels, les émeutes du 5 juillet à Urumqui et la répression ont fait 156 morts et 828 blessés. Les autorités chinoises ont imposé un couvre-feu nocturne et annoncé l'arrestation de 1434 personnes. Les forces de sécurité et les blindés quadrillent la ville ; certains quartiers sont sous loi martiale. Malgré cela, le 7 juillet, plusieurs centaines de manifestants, dont de nombreuses femmes ouïgoures, exigeaient la libération des détenus à Urumqui et Kashgar.

Pour justifier sa politique répressive, Pékin invoque la menace « terroriste » islamique. Si des petits groupes armés existent, ils ne sont pas à l'origine des tensions extrêmes mises à jour par les récentes émeutes. Le gouvernement chinois s'attaque en réalité aux droits démocratiques, culturels et sociaux des Ouïgours. Ce sont ces droits qu'il nous faut défendre.

Attac, le 9 juillet 2009

P.-S.

* Originellement paru sur le site d'Attac :
<http://www.france.attac.org/spip.ph...>